



1954, un faux départ du pan-arabisme au Caire? – l'Égypte vue par la diplomatie portugaise

Maciel Santos*

P 45-57

Après la I Guerre Mondiale, la rivalité pour la concession et l'exploitation des gisements pétroliers du Moyen Orient a eu comme principaux acteurs les compagnies anglaises et nord-américaines. Le remplacement des capitaux allemands de la Deutsche Bank par les français et le poids variable des privés, non directement soutenus par des gouvernements (Gulbenkian, Shell), n'avait pas posé d'obstacles sérieux aux accords anglo-américains de 1928.¹

Après 1945, au cadre déjà instable en fonction des gisements découverts (beaucoup d'entre eux exploités par des nouveaux venus, soit à l'intérieur soit en dehors de la *Red Line* de 1928) s'est ajoutée la menace du retour des Russes. Comme producteurs pétroliers, les Russes avaient pesé fort sur le marché, mais leur production avait reculé dans les années 1920. Maintenant, ils présentaient à nouveau leurs prétentions sur le Proche Orient, comme dans les pires cauchemars de l'impérialisme édouardien. Depuis les découvertes des gisements saoudiens, la région concentrait les plus grands gisements du monde. Les profits des compagnies anglaises et américaines en dépendaient de plus en plus et, bien sûr, l'influence des enjeux pétroliers sur les respectifs gouvernements pesait lourdement sur la diplomatie anglaise et nord-américaine.

En juillet 1952, quand la monarchie égyptienne fut remplacée par un Conseil Militaire (le coup des «Officiers libres»), la Grande Bretagne était la puissance coloniale dominante au Moyen Orient. Les britanniques contrôlaient encore la production pétrolière de la région: étant majoritaires à l'I.P.C.² et à la plupart des concessions persanes avec des capitaux publics et privés³, ils possédaient aussi la plupart des pipelines et des lignes de communication, dont le Canal de Suez. Par le canal transitait presque 2/3 du pétrole consommé par les pays européens, ce qui rendait cette zone vitale pour le gouvernement anglais, indépendamment de la perte de son Empire des Indes (1947). La défense militaire de la région était donc sa tâche, beaucoup plus qu'américaine.

* CEAUP

1 Pour un aperçu de ces rivalités, NOUSCHI, André – *Luttes pétrolières au proche-orient*. Flammarion, 1970.

2 Les agréments de 31 juillet 1928 fixaient les participations à l'IPC (ex-Turkish Petroleum Company, maintenant Irak Petroleum Company) de la façon suivante: Anglo Persian (BP) 23,75%; Royal Dutch Shell 23,75%; Compagnie Française des Pétroles 23,75%; Near East D.C. (rassemblement de compagnies américaines, dont la Standard Oil avait 50%) 23,75%; Gulbenkian 5%

3 Dès 1914 la BP (ex-Anglo Iranian) a 51% de capitaux de l'Etat britannique. LAURENT, Eric – *A Face Oculta do Petróleo*. Circulo de Leitores, 2006: 45

En Egypte, les britanniques y étaient avant la diplomatie pétrolière. Depuis 1882 ils avaient établi des bases militaires et un rapport de protectorat sur le khedive. Les pressions du nationalisme local et le besoin de stabiliser leurs positions dans la région avaient souplement transformé ce protectorat en deux accords tutélaires (1922 et 1936).

Le nouveau régime égyptien issue du coup de 1952 fit de la révision de cette situation ambiguë son objectif politique prioritaire et demanda le retrait britannique de la zone du Canal⁴. Un accord ne serait achevé qu'en 1954.

Pendant ce temps l'indéfinition égyptienne fut grande. À l'intérieur, les militaires issus de la petite et moyenne bourgeoisie avaient débuté une réforme agraire et une politique de grands investissements publics, sans en avoir les moyens pour cette dernière. En politique externe, les doutes se concentraient sur les possibles appuis du nouveau régime: avec qui pouvaient les «officiers libres» compter pour affronter les Britanniques dans un vrai processus de décolonisation? Plusieurs stratégies ont été essayées pour mieux consolider la position négociable égyptienne auprès des Britanniques. Le panarabisme, le tiers-mondisme et l'anti-colonialisme ont, à des degrés différents, fait partie de l'arsenal idéologique dans l'effort d'acquiescer le soutien des pays - arabes, africains et surtout les asiatiques - en voie de décolonisation. Cependant, au Caire les militaires savaient qu'ils étaient aussi convoités: la chute de l'influence anglaise, militaire et politique en général créerait un vacuum que plusieurs diplomaties concurrentes, dont la soviétique, voudrait certainement remplir.

En ce temps là, le Portugal était une des puissances coloniales moins disposées au compromis. Dans un monde devenu de plus en plus hostile aux empires coloniaux et face à la nouvelle politique égyptienne, sa Légation en Egypte aurait beaucoup à rapporter depuis 1952. En jugeant par l'attention prêtée aux affaires égyptiennes par la diplomatie portugaise au Caire et dans les autres capitales de la région, l'évolution des «officiers libres» fut suivi par Lisbonne bien au-delà de ce qu'on pourrait s'attendre en considérant le faible rôle de l'Egypte dans la traditionnelle géopolitique des intérêts portugais.

Les points suivants se centrent exclusivement dans l'année clé de 1954: l'année dans laquelle la situation intérieure se clarifia parmi les militaires (chute de Naguib) et dans laquelle fut signé le dernier accord anglo-égyptien sur le Canal.

1. Au début, avantage anglais

Entre 1952 et 1954, l'indéfinition d'un pouvoir au sein du Conseil de la Révolution égyptienne ne pouvait que favoriser les intérêts anglais dans les négociations en cours.

La volonté britannique de maintenir le *statu quo* en ce qui concernait le Canal et les bases militaires se justifiait mieux avec le prétexte d'assurer l'ordre. En mars 1954 cela se voit dans les déclarations du Foreign Office: "*in the present conditions, which are due to their failure to take the necessary steps to maintain order, a resumption of discussions on the future of the Canal Zone Base is not possible*". Selon le premier ministre A. Eden, le gou-

⁴ En Novembre 1952, Nasser (dont les anglais ne soupçonnaient pas encore le rôle futur) montrait, bien que réthoriquement, à quel point il s'agissait d'une priorité: «*Nous pouvons être raisonnables mais les Anglais font des promesses de partir depuis 70 ans et ils ne l'ont jamais fait. . . Si on échoue, nous, les chefs de la Révolution, suivis par tout le peuple, nous nous élancerons à l'assaut. Il ne s'agira pas d'une guerre conventionnelle mais d'une marche à mort, une guérilla de grenades lancées de nuit, de soldats égorés au hasard dans les rues. . . Dans le pire des cas le combat de Samson dans la Bible: les colonnes du temple écraseront à la fois nos têtes et celles de nos ennemis*». DAUMAL, J; LEROY M Gamal Abd-el-Nasser. Pato, Paisagem, 1971: 89-90

vernement du Caire avait plusieurs fois demandé à Londres de lui faire confiance mais il fallait le prouver: «*to show by their actions that they are prepared to create the necessary conditions for such confidence*»⁵

La légation portugaise au Caire avait la même perception: l'Angleterre ne bouge pas et «*préfère voir si les militaires se tiennent unis, s'ils dominent les communistes et maintiennent l'ordre public.*»⁶

Il y avait même des indicateurs montrant que ces prétextes pourraient servir aux anglais pour monter une intervention armée. Ce serait en tout point semblable à celle de 1882 ; en s'appuyant sur les divisions internes, on en finirait avec le nouveau régime. Le 25 Février, la première chute de Naguib, considéré à l'époque le chef militaire le plus fiable par le Foreign Office, l'aurait presque accompli:

*«En effet, avec ou sans fondement, cette crainte a été manifestée, sincèrement ou comme manœuvre politique, par le général Neguib en annonçant que, le 26 février les forces britanniques se seraient rendues à 40 kilomètres du Caire, dans la disposition de se lancer dans la capitale égyptienne au cas où les divergences ne se seraient pas dissipées. Le démenti de l'Ambassade britannique, expliquant le mouvement militaire «dans le cadre des manœuvres de routine et n'ayant pas traversé la ligne ERS-kinne» est ici décrit comme ayant beaucoup marqué l'opinion publique.»*⁷

Bien que rapporté de Rome, poste auquel arrivaient facilement à la légation portugaise des échos de l'anglophobie italienne, c'est certain qu'entre février (démission et retour de Naguib à la présidence de la République) et Avril (nomination de Nasser comme chef du gouvernement), les militaires n'avaient pas de conditions pour faire pression sur les anglais. Ce serait plutôt le contraire⁸.

Début Avril, après de nouvelles journées d'agitation populaire – cette fois perçues avec beaucoup plus d'inquiétude par la légation portugaise⁹ -, le triomphe des officiers attachés à Nasser devenait plus proche. Un indicateur fiable: selon les rapports de Sèves à Lisbonne, malgré les bons rapports entretenus entre l'ambassadeur Caffery et Neguib, les américains commençaient à «*appuyer Nasser*». Le 19, Naguib fut obligé de nommer un nouveau gouvernement totalement composé d'officiers nasséristes. Les Etats-Unis pressionnèrent alors le gouvernement anglais à avancer dans les négociations, ce qui n'arriverait qu'en juin. Le 26, Sèves rapporta une conversation avec l'ambassadeur américain: «*ayant l'Égypte accepté de considérer qu'une menace contre la Turquie serait un motif valable pour le retour des forces anglaises au Canal, on croit qu'un accord sera possible*»¹⁰. Les grandes lignes de l'accord pour le retrait anglais furent enfin acceptées par Londres. Le traité d'évacuation ne serait signé que le 19 octobre. L'impression finale était qu'il n'y avait pas mal de concessions égyptiennes, mais qu'ils n'auraient pas eu d'alternative.

5 Arquivo Histórico Diplomático - Ministério dos Negócios Estrangeiros (AHD-MNE), A. 1. M. 477, Embaixada de Portugal em Londres, 25/3/1954.

6 AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 8/4/1954.

7 AHD-MNE, A. 1. M. 477, Embaixada de Portugal em Roma, 9/3/1954. Toutes les citations de documents originels en portugais se publient traduites par l'auteur.

8 Encore à la fin de mars: «*S'il y a de graves altérations d'ordre public dans la lutte déclarée et déguisée entre les deux chefs politiques et militaires l'Angleterre peut occuper le Caire et désigner la composition du gouvernement égyptien.*» AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação Portuguesa no Cairo, 28/3/1954. En effet, cela s'était bien produit auparavant, notamment en 1941.

9 «*Ordre public maintenu: manifestations et grèves notamment caractère ouvrier avec des cadres communistes parfaitement organisés, ce qui constitue un nouvel aspect.*» AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação Portuguesa no Cairo, 30/3/1954.

10 AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação Portuguesa no Cairo, 26/6/1954.

Ajoutés à la faiblesse interne du pouvoir au Caire, deux autres facteurs jouaient à l'avantage britannique pendant les négociations de l'année 1954: a) le gage du Soudan et b) le coup d'État en Syrie.

- a) Le Soudan était depuis le temps de Muhammad Ali une sorte de province égyptienne. Réservoir d'esclaves, d'eau et zone tampon, il faisait partie du condominium anglo-égyptien depuis 1882. Comme tel, il avait fait l'objet d'une des plus chères expéditions militaires pour le récupérer, celle de Kitchener en 1899 contre les Mahdistes. Pour n'importe quel régime égyptien, le Soudan était un patrimoine à garder. Après le coup des officiers libres, l'administration anglaise avait ici un atout pour négocier, même après la signature d'un accord *ad hoc* en 1953.

En effet, les anglais faisaient entrer le Soudan dans le marchandage global. Le chantage se fait au fur et à mesure des besoins: le jour après la première chute de Naguib, «l'ambassade d'Angleterre pense qu'il sera utile de briser le Soudan». Séves rapporte que sans Naguib, jugé plus «modéré» que les nasséristes, il serait difficile d'atteindre «n'importe quel accord sur le Soudan». ¹¹

Le Soudan devenait une question dont l'évolution intéressait vivement Lisbonne, s'agissant d'un territoire apparemment à décoloniser.¹² En tant que tel, tout changement ne pourrait qu'être nuisible. Il n'y manquait même pas l'argument, si cher aux métropoles, du pouvoir colonial comme seul régulateur possible d'une société duale:

“Le Soudan, qui a toujours vécu déchiré par des barrières de foi et de race, maintient, après l'indépendance, cette séparation. Dans les régions du nord habitent les arabes musulmans ; dans celles du sud, les noirs païens et primitifs. (...) Les gens du nord ont toujours dominé celles du sud, considérées pendant longtemps comme un dépôt d'esclaves. Cette situation n'a bien fini que lorsque les anglais, en venant à bout des derviches, se sont installés au Soudan. Les noirs du sud ont alors cessé d'être marchandés comme des pièces d'ivoire, des plumes d'autruche. Et la population, qui entre l'occupation égyptienne et la conquête anglaise est censée d'avoir perdu environ 1 million d'habitants, vendus ou assassinés, s'est montrée reconnaissante aux nouveaux maîtres. D'autant plus que ceux là ne demandaient rien et donnait tout. L'impérialisme britannique se montre au Soudan d'une façon négative, d'où découle l'idée qu'ils n'occupent ces territoires que pour empêcher que quelqu'un d'autre s'y établit. (...) À la reconnaissance des gens du sud, est venu s'ajouter une administration exemplaire avec des fonctionnaires britanniques de première classe. On comprend donc que si les fétichistes du sud sont loin de révérencier les anglais, ils apprécient, cependant, l'ordre imposé par ceux-là (...) ils craignent la fin de la période de trois années au bout duquel sortiront du Soudan les fonctionnaires de la reine Elisabeth, afin que l'administration soit remise à des soudanais sans culture et sous l'influence des égyptiens.”

¹¹ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação Portuguesa no Cairo, 27/2/1954.

¹² “Il semble, en effet, qu'on a dès le début commis l'erreur de lier la question du canal au problème du Soudan, en regardant vers ce dernier plus avec les yeux de l'ambassadeur au Caire qu'avec ceux du gouverneur général à Khartoum. On a ainsi essayé de gagner la transigeance égyptienne sur la zone du Canal avec la transigeance britannique envers le Soudan – ce qui serait donner à la première question prévalence sur la deuxième.” AHD-MNE, A. 1. M. 477, Embaixada de Portugal em Londres, 25/3/1954.

Le 1 mars, les soupçons soudanais envers le Caire combinés avec manipulation anglaise, avaient produit une sorte de coup d'état. Voilà les faits et l'interprétation portugaise:

“Ce sont donc les hommes du sud du Soudan les grands opposants à l'attachement à l'Égypte, voulue par les soudanais du Nord. Ils n'ont pas pu les vaincre dans les dernières élections – ils n'en avaient pas les moyens – mais ils ont formé un soi-disant parti – l'Umma – dont le chef a combattu les britanniques mais qui leur est favorable aujourd'hui, M. El Mahdi. Dans le nouveau parlement, l'Umma appuiera le Projet du Soudan indépendant de l'Égypte et de l'Angleterre; il aura 23 députés en faveur contre 46 favorables à l'Égypte. Cette divergence entre les gens du nord et du sud a produit le coup du 1 du courant, dont l'objectif était de démontrer que, bien que l'Umma ne dispose pas de majorité à la Chambre, elle dispose de la force dans la rue. Et cela semble réussi. L'entrée triomphale de Neguib à Khartoum a fini par la fuite; le général ne reviendra pas de si tôt en Soudan. Le parlement, qui devrait s'ouvrir avec pompe, sera ouvert en cachette. Et qui connaît au détail la politique soudanaise voit percer, derrière l'écran des manifestations qui ont coûté une trentaine de vies, un peu du pouvoir britannique.¹³

En novembre, après la chute définitive de Naguib, on pensait encore, au Conseil de la Révolution, de nommer un soudanais à la présidence pour tenir le fil aux tendances indépendantistes. Cependant le pari était perdu pour l'Égypte.¹⁴

- b) La position anglaise avait un autre atout pour mettre de la pression sur le Conseil de la Révolution au Caire: en Syrie, un nouveau coup d'État avait provoqué la chute de Chichakli et l'avènement d'un nouveau président, Atassi.

L'enjeu: pour protéger ses intérêts au Moyen Orient d'une éventuelle menace russe – qui venait d'avant 1914 -, l'Angleterre avait un vieux plan. Il s'agissait de l'alliance dite du Croissant Fertile, formée par les états en bordure septentrionale de la région: un arc d'Est en Ouest, allant du Pakistan à la Turquie. Pour l'achever, il fallait dans les années 1950 le concours d'au moins 4 gouvernements - ceux de Karachi, Bagdad, Damas et Ankara.

Le premier et le dernier ne posaient pas de problèmes, et jusqu'en 1958 la dynastie hachmite de l'Irak, totalement contrôlée par Londres, non plus. La Syrie était beaucoup plus difficile à maîtriser, surtout à cause du délicat équilibre entre ses différentes communautés. Dès Mars 1949, les coups d'État s'y succédaient. D'abord, celui de Zaim, général curde, pro turc, favorable à une Grande Syrie, à la condition d'avoir un centre à Damas; il satisfaisait partiellement le projet anglais du Croissant Fertile. Son remplacement par le régime d'Hinaui sembla initialement une défaite anglaise; son réalignement était en cours quand Chichakli le remplaça. Celui-ci, totalement anti-irakien et jugé non récupérable par l'Angleterre, avait réussi à occuper le pouvoir par deux fois. En Février, peu avant la crise égyptienne de Naguib, Chichakli était définitivement écarté du pouvoir par le coup de Atassi. Avec celui-ci triomphait aussi le vieux parti de Alep contre Damas. Cela signifiait donc le retour à une politique

¹³ AHD- MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Ankara, nota de 4/3/1954 (souligné non originelle)

¹⁴ AHD- MNE, A. 1. M. 477, Legação Portuguesa no Cairo, 14/11/1954.

d'approche pro turque, donc pro anglaise. D'Ankara, l'ambassadeur portugais n'avait pas de doutes sur les conséquences du nouveau putsch sur les affaires étrangères de la Syrie:

“C'est le triomphe du courant politique du Croissant Fertile. Avec Atassi, c'est la victoire du projet de l'union de la Syrie avec l'Irak, c'est à dire, la victoire de la politique anglaise.”

Pour certains de ces diplomates, il y avait un trait d'union entre ces trois évolutions favorables aux enjeux britanniques: les conflits parmi le Conseil de la Révolution égyptien, le coup de Khartoum et le coup de Damas.

“Il y a actuellement dans le Moyen Orient un état d'esprit qui conduit à tout attribuer –les bonnes et les mauvaises choses – aux anglais; ce point de vue peut, donc, conduire à des erreurs d'interprétation. Cependant, il y a dans la simultanéité des événements et dans la convergence des intérêts de telles coïncidences qu'on peut croire que la politique britannique – d'accord avec son système – a bien profité du temps pour mettre au jour un vieux projet: celui de la protection du Moyen Orient fondé dans l'approche entre la Jordanie, l'Irak, la Syrie et la Turquie. Ce bloc serait soutenu par les bases anglaises dans le Suez, soulagées par les divisions dans la politique égyptienne et par les positions des gens du Soudan.”¹⁵

Au printemps de 1954 tout va donc pour le mieux, semble croire l'ambassadeur anglais au Caire. Sèves rapporte que selon lui, la crise politique aboutirait à un gouvernement de confiance, presque wafdiste (Ali Maher), la consolidation de Naguib et l'affaiblissement du Conseil de la Révolution, réduit à un rôle plutôt consultatif. En plus, il «voit avec plaisir la formation d'un axe Turquie-Pakistan, la dispersion de la Ligue Arabe et l'importance croissante de l'Irak – élevé en fonction de son appartenance à cet axe – par rapport aux intérêts politiques égyptiens.»

2. Illusion optique sur le Caire

La consolidation des positions anglaises a eu tellement de poids sur la tactique politique des militaires égyptiens qu'on peut à peine s'étonner qu'une illusion optique se soit formée pendant quelques mois dans la diplomatie portugaise qui surveillait le Caire. Le coup de 1952 avait, évidemment, soulevé tout de suite des soupçons à la sensibilité conservatrice de Lisbonne. La rhétorique du Conseil de la Révolution des mois suivants, bien comme quelques signes d'une nouvelle politique en Afrique avait émis une forte lumière rouge pour toutes les puissances coloniales, mais surtout pour les moins disposées aux changements. En janvier 1954, selon le rapport de la légation portugaise à Bruxelles, la Belgique n'avait plus de doutes sur ce qu'il fallait faire:

“Celui-ci (le nouveau gouvernement égyptien) n'a pas encore dévoilé toute l'ampleur de ses ambitions africaines mais beaucoup d'officiels, en écho, ont montré quels

¹⁵ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação Portuguesa em Ankara, 4/3/1954.

sont les sentiments dominants – il ya en un qui a même déclaré dans une réunion internationale à Dublin que la Belgique devrait être forcée à laisser le Congo, dont l'administration passerait aux égyptiens.

Le gouvernement belge croit probable que le Soudan se décide envers l'Indépendance pour éviter une grave crise entre le nord et le sud. Pour les puissances occidentales ce serait le moindre mal parce que l'Égypte serait écarté de l'Afrique Centrale (..) on m'a informé que des agents secrets belges y ont été envoyés avec instructions pour aider, autant que possible, les partisans de l'indépendance (du Soudan).¹⁶

De même avec la France. L'ambassade du Portugal à Paris envoya le mois suivant des coupures de presse dénonçant l'appui égyptien aux mouvements indépendantistes du Maghreb¹⁷

Donc, paradoxalement, tant le gouvernement belge comme - on le soupçonne - le français et le portugais aspiraient à ce que le Soudan devienne indépendant (même en apportant tous les dangers du mauvais exemple!) plutôt que rendu au Caire. Et pourtant ces soupçons seraient soudainement relâchés, faisant place à un excessif optimisme. Tout a commencé par une évidence: il n'était pas difficile à traduire le caractère instrumental de la rhétorique, tiers-mondiste et philo-soviétique, des militaires égyptiens. La militance anti-coloniale était en ce moment un moyen utile de défense pour affaiblir l'Angleterre, avec qui les négociations sur le Canal traînaient. En plus, l'insinuation d'une ouverture du Caire à l'influence soviétique affectait les EUA, dont les militaires égyptiens espéraient plus d'engagement pour contrecarrer le pouvoir britannique. L'anti-colonialisme pourrait bien n'être donc qu'un procédé de marchandage et les diplomates portugais, comme beaucoup d'autres, le soupçonnaient certainement:

«L'Égypte qui, comme toutes les pays du Moyen Orient, veut atteindre ses buts, a récemment adopté une politique qu'on peut résumer ainsi: si les E.U.A. l'aident à chasser les anglais du Canal de Suez, l'Occident pourra compter avec tout le soutien égyptien; au contraire, ils tomberont dans les bras de Russie; (..) les égyptiens disent maintenant qu'ils ne seront pas disponibles pour la moindre coopération avec les E.U.A. s'ils se refusent à les soutenir contre l'Angleterre.»¹⁸

Les faits semblaient s'accorder avec ce point de vue simple. Sûr de compter avec la si attendue poussée américaine envers les anglais et ayant acquis la certitude qu'un accord satisfaisant sur le Canal serait bientôt conclu, après l'été 1954 l'Égypte sembla rentrer dans le rang «occidental». La visite de Nasser à la Mecque, où il s'est entretenu avec le Premier Ministre du Pakistan, fut ainsi décrite:

«On peut évidemment espérer que de la visite du Col. Nasser à Karachi vienne non seulement le rapprochement des rapports entre les deux pays mais aussi, et comme conséquence, la preuve que l'Égypte sera disponible pour laisser tomber son atti-

¹⁶ AHD-MNE, A. 1, M. 477, Legação de Portugal em Bruxelas, nota confidencial de 9/1/1954.

¹⁷ AHD-MNE, A. 1, M. 477, João Pereira Bastos, Informação de serviço, 21/1/1954

¹⁸ AHD-MNE, A. 1, M. 477, Embaixada Portuguesa em Washington, 15/2/1954

tude neutraliste inspirée par l'Inde et la remplacer par une nette collaboration avec l'Occident.»¹⁹

Moins d'un mois après la visite de Nasser, il n'y avait même plus de doutes:

“(.) la déclaration prononcée au Caire, le 2, par le “Conseil de la Révolution” proclamant que l’Égypte est disponible pour un agrément avec l’Occident, a produit une vive satisfaction dans les milieux politiques de ce pays, et l’enthousiasme de la presse locale. (...) En effet, l’alignement de l’Égypte avec l’Occident et le refus formel des principes “neutralistes” que la diplomatie indienne s’est tellement fatigué à faire passer au Gouvernement égyptien, contribuera certainement à une approche plus solide avec les états musulmans, spécialement entre l’Égypte et le Pakistan, les deux leaders du monde islamique, puisque leurs politiques internationales sont d’ores et déjà dominées par les mêmes bases”²⁰

On sait que pour Lisbonne l'alliance pakistanaise, au dépit de l'Union Indienne, était au moins aussi rassurante que pour l'Angleterre. Pour les anglais, cela pourrait signifier un possible pliement au futur Pacte de Bagdad, clef de leur politique pour la région. Pour les portugais, cela ne pouvait qu'affaiblir l'audience externe de New Delhi et donc de la campagne indienne contre la possession portugaise de Goa. En effet, bien plus que les colonies d'Afrique, c'est Goa qui est au centre des craintes de Lisbonne et celle qui est à l'époque considérée comme la colonie la plus menacée.

Emporté, le représentant portugais au Caire a même pu alimenter l'idée un peu bizarre d'offrir la médiation de Lisbonne pour ouvrir l'Amérique Latine (!) à la diplomatie égyptienne, en guise des dédommagements éventuellement subies par son changement de cap.

Je pourrais, pour le dévier de l'influence du Premier Ministre indien, donner à l'Égypte (qui n'a pas encore réussi à obtenir l'adhésion sans réserve des autres états arabes à sa politique étrangère) le sentiment qu'il n'est pas isolé devant les grands pouvoirs atlantiques dont les ressources économiques il a besoin, tout en développant ses sympathies envers l'Amérique Latine et profitant pour cela de la visite du Secrétaire Générale de la Ligue Arabe au Brésil, Chile et Argentine (.)²¹

L'illusion optimiste dominait à un tel degré la vision portugaise que sa Légation a pu reporter une véritable inversion de sens politique entre Naguib et Nasser. Jusqu'alors, Naguib était l'officier favori des chancelleries de l'Ouest²². Après les tests réussis de Nasser comme diplomate rassurant, les rôles semblaient changés:

«Dans le discours du général Naguib sont encore présentes les références aux buts anti-impérialistes, islamiques, africains et asiatiques, développées en tant que lan-

19 AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Karachi, 12/8/1954

20 AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Karachi, 6/9/1954

21 AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 14/9/1954

22 “Il ya quelques mois, quand Naguib a pris le pouvoir, les réactions du Foreign Office étaient franchement optimistes: le fameux caudillo était pris en compte d'honnête homme et habilité à donner à son pays un Gouvernement raisonnable.” AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal AHD-MNE, A. 1. M. 477, Embaixada de Portugal em Londres, 25/3/1954

gage politique par le parti Wafdiste. Le Président de la République cherche encore à exalter le monde arabe et l'Islam «dé l'Océan Atlantique jusqu'à l'Asie du Sud» et «de l'Europe Centrale jusqu'à l'Afrique du Sud».

Le Président du Gouvernement, Lt. Col. A. Nasser, au contraire, n'a voulu parler de rien qui puisse nuire les bons résultats des négociations anglo-égyptiennes en cours. En ouvrant une nouvelle littérature politique au Caire, il a préféré, sans aucune référence aux vieilles formules, parler juste ce qu'il juge améliorer dans la vie de l'Égypte et le bilan des achèvements et réussites déjà conquis»²³

Ce remplacement de rôles s'accordait avec les réactions populaires sur l'accord final du Canal, attribué à Nasser. En conséquence, lui (qui venait d'échapper à un attentat) aurait une chute de popularité relativement à Nagib:

«A cause de la rivalité avec le Président du Gouvernement, le Président de la République semble s'opposer au nouvel accord avec la Grande-Bretagne et on lui a donné le conseil de ne pas se assister au match de football pour éviter une manifestation populaire qui lui serait favorable et défavorable au Président du Gouvernement.»

On peut en tout cas dire que ces erreurs d'analyse étaient partagées avec le *Foreign Office*. Eden, qui quelques mois plus tard affirmerait souvent sur Nasser que *«he has to go»*, (en utilisant le verbe dans tous ses possibles sens), lui envoya lors de l'attentat raté d'Octobre un télégramme de *«félicitations chaleureuses»*.²⁴

Plusieurs facteurs expliquent pourquoi l'état de grâce de Nasser chez la diplomatie NATO ne pourrait pas s'allonger. Son alignement sur la politique anglo-américaine, payante sur l'affaire du Canal, aurait forcément un coût ailleurs. Les dégâts subies par le leadership diplomatique égyptienne sur le monde arabe étaient déjà visibles dans l'hiver 1954-55. Séves rapporte:

«Hier j'ai vu l'ambassadeur syrien. Il a démenti l'existence d'un accord syrio-égyptien contre l'Irak ; il m'a dit que les présentes conversations Syrie-Irak ne pourront qu'atténuer l'inévitable défaite politique du Caire et considère ce Gouvernement... trop prétentieux. L'Égypte a perdu le commandement arabe sans être remplacé par l'Irak, la Ligue Arabe survit mais les Anglais ont conquis du terrain.»²⁵

Ce serait ainsi une question de temps pour que Nasser reprenne la route égarée. En effet, le panarabisme était une orientation vitale pour le nouveau régime, la seule à rendre des dividendes politiques tant à l'intérieur comme au dehors. C'était consensuel parmi tous les militaires et Naguib ne pensait pas autrement.²⁶ Le contraire signifierait perdre

²³ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 23/7/1954

²⁴ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 28/10/1954

²⁵ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 18/3/1955.

²⁶ Déjà en février 1954 – avant sa première démission – Naguib avait déclaré à un membre du Parlement britannique que *“l'Égypte considérait que la célébration d'un pacte militaire entre le Pakistan et les États Unis représentait un acte d'hostilité envers les pays arabes”*. On peut associer cette déclaration avec une autre du Général Naguib, dans laquelle il est dit que *“l'Égypte est décidée à ne pas permettre qu'aucun des pays arabes tombe sous la domination étrangère en conséquence d'intrigues ou complots provoqués par les agents de l'impérialisme”* et avec la résolution unanime du Conseil Politique de la Ligue Arabe de *s'opposer à l'entrée de l'un de ses membres en des nouveaux compromis de caractère politique* (...). On remarquera aussi que la résolution du Conseil Politique de la Ligue Arabe et les déclarations du Général Naguib ne sont devenues publiques qu'après être connue la tentative américaine de revitaliser la MEDO avec la Turquie, l'Irak et le Pakistan comme membres fondateurs.” AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 4/2/1954

toute possibilité d'élargir (et même de maintenir) l'influence égyptienne sur le monde arabe, sa meilleure protection envers «l'impérialisme». En plus, la récompense de cet isolement ne serait pas payante: s'exposer à nouveau aux pressions anglaises et devenir rétrogradé en deuxième rang derrière les bons élèves *non arabes* de la MEDO, la Turquie et le Pakistan.

Donc, la route était claire et passait en dehors de la MEDO. En plus, pour le Caire, non seulement il serait impossible d'y entrer mais il fallait aussi empêcher n'importe quel autre état arabe de le faire. Les efforts –officiels et radiophoniques - pour gagner les masses et pressionner les élites de l'Irak et de la Jordanie montrent bien l'enjeu²⁷.

La dégradation des rapports avec Israël et le coup de Février 1955 ont basculé d'une fois par toutes, les nombreuses petites hésitations qui pouvaient subsister au Caire.

3 – Une perception fondée: les contradictions impérialistes

Parallèlement à une erreur de jugement si grossière pendant quelques mois, il est intéressant que la diplomatie de Lisbonne ait pu se rendre compte d'un facteur politique de première grandeur, quoique caché: la volonté d'autres puissances occidentales, les américains notamment, à reprendre le rôle privilégié de l'Angleterre dans la région.

Les évidences rapportées par plusieurs légations sont nombreuses. Ainsi, la crise de février est vue comme favorable aux anglais, *pas aux américains*:

*Crise politique Egypte accompagnée crise politique générale pays arabes favorable à la politique anglaise. L'Amérique n'a même pas pu soutenir le roi ni le Président de la République.*²⁸

De même, l'intransigeance anglaise sur le canal est expliquée de la façon suivante:

*«Il y a longtemps j'ai l'impression que le vrai but de l'action de l'ambassadeur de l'Angleterre c'est d'empêcher par tous les moyens n'importe quel accord du Canal Suez ou un pacte défensif au Proche Orient impliquant la participation contractuelle des États arabes et que c'est là l'un des aspects de l'affrontement anglo-américain pour l'hégémonie de la Méditerranée.»*²⁹

Ce qui expliquerait aussi que:

*“(l'ambassadeur américain) m'a déclaré catégoriquement qu'il est sensible à l'influence de la politique indienne à Londres plus qu'à l'anglaise en Inde. Considérant grave la chute du prestige anglais, il m'a semblé disponible à favoriser un accord raisonnable entre le Caire et Londres, mais sans cacher qu'il serait le négociateur.”*³⁰

²⁷ Sur le pouvoir radiophonique du Caire et de l'émission “Voix des arabes”, DAWISHA, Adeed – *Arab Nationalism – from Triumph to Despair*. Princeton University Press, 2003, pp.147-150.

²⁸ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 27/2/1954

²⁹ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 15/3/1954

³⁰ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 26/6/1954

L'analyse des contradictions mineures de l'impérialisme occidental continue avec l'examen des candidats à brillant second. Voilà le jugement sur les prétentions italiennes:

(..) les commentaires de la presse italienne se caractérisent, en général, par une évidente mauvaise humeur envers la complexité de la politique britannique dans la Méditerranée, où elle continue à jouer le rôle d'élément désintégré et d'intrigue, en déployant une activité aujourd'hui totalement inadaptée aux moyens dont elle dispose et en mettant en danger tout le système défensif occidental.

On pose en évidence la trahison aux intérêts de l'Occident qui est le fait que trois divisions anglaises soient campées en Egypte, non pour protéger la ligne stratégique du Canal, opération qui se fera en Irak (..), mais pour la simple protection des intérêts britanniques dans la région (..)

Je ne cacherai pas à Votre Excellence que, en plus de l'inconditionnel soutien offert par ce pays aux politiques américaines et de l'excessif soin avec lequel on réagit ici à chaque affirmation de nouveaux postulats essentiels à la défense de l'Occident, j'ai l'impression de voir dans ces commentaires le réflexe de la notoire ambition italienne d'exercer, sous l'hégémonie des E.U., un rôle de premier plan dans la politique du Moyen Orient.³¹

4 - Vu de Lisbonne: le vrai péril, l'Islam ou l'arabisme?

Il est évidemment impossible de caractériser la pensée stratégique du gouvernement colonial de Lisbonne face à l'islam à partir d'un échantillon si conjoncturel de rapports diplomatiques comme ceux de 1954.

Le Portugal avait des territoires en Afrique (Guinée, Mozambique) et en Inde (Damão, Diu) où, depuis l'occupation, une dense population musulmane avait obligé le pouvoir colonial à des attitudes pragmatiques et variables avec la corrélation de forces. Il suffit de penser à la façon dont l'administration militaire de Guinée, par exemple, avait su coopter les élites peuls dans la conquête de l'ensemble de l'hinterland. Au «Ministério do Ultramar», l'apport de la situation spécifique à chacun de ces terrains serait certainement plus important que les renseignements des postes diplomatiques lointains et, très probablement, faillibles. Cependant, il y a avait le sens qu'un nouveau islam politique était en train de produire des effets en Afrique. L'attention portée à la révolution égyptienne en était dérivée.

Au début, le rapport de l'islam avec la révolution égyptienne n'est pas évident. Ensuite, le sens politique du message religieux s'est dévoilé dans les craintes de Lisbonne (et de Bruxelles) - tout de suite suspect parce qu'attaché à la contestation de l'ordre colonial:

Le Ministre (belge) des Colonies m'a dit hier qu'il est vraiment inquiet avec la situation en Afrique parce, parallèlement à la dangereuse situation dans la région orientale, est venu s'ajouter le délicat problème des violentes aspirations musulmanes qui prétendent élargir l'influence politique jusqu'au centre du continent. L'université de Al-Azhar est la lumière d'où jaillit et d'où est diffusée cette pensée d'hégémonie qui constitue aujourd'hui l'essence spirituelle du Gouvernement égyptien.³²

³¹ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Roma, 3/3/1954

³² AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Bruxelas, 9/1/1954

Début 1956, une information du Ministère des Affaires Étrangères à Lisbonne donnait à la méfiance envers la diplomatie religieuse une dimension géopolitique plus élargie:

*Il ne semble pas, en tout cas, que cet aspect soit l'essentiel, mais (...) la formation d'une vive conscience islamique, en faisant reculer l'occident, et qui s'en approcherait territorialement, sans solution de continuité. Comme mouvement religieux, l'élan est brisé depuis longtemps, ce n'est pas probable qu'il reprenne sa marche offensive. Mais l'évolution des événements a mis de nouveau en marche la puissance islamique face à l'Europe, en Afrique et aux portes de Gibraltar. Suffirait-elle la politique de faire amitié avec ces nouveaux États?*³³

Ce reliquat des croisades est d'autant plus surprenant si on tient compte du fait que la crainte initiale sur le nouveau régime se centrait sur son penchant prosoviétique et que l'islam était l'antidote traditionnel des britanniques pour le «containment» dans la région. En Egypte, d'ailleurs, les évidences du conflit entre les militaires et les Frères Musulmans, qui avaient organisé l'attentat contre Nasser, rendaient vraiment improbable l'association du nouveau régime égyptien à l'islam militant.

Et pourtant, les soupçons sur l'islam en tant que base d'une attitude «antioccidentale» étaient si présents qu'on n'hésitait pas à les relier directement à Moscou. Un rapport de la Turquie en faisait le bilan de cette «menace» dans le Proche Orient:

*Récemment un diplomate d'un état arabe m'a parlé du développement que les Frères Musulmans ont en Syrie – aujourd'hui considérée le centre le plus important de l'organisation, – en disant que son pouvoir s'étend jusqu'à l'Iran. Il m'a raconté, avec un étonnement mêlé de crainte, comment leur activité se déploie et comme ils sont minés par la propagande russe. Selon lui, seulement une petite minorité a de la conscience (politique)... La grande masse n'agit que parce qu'on lui présente les questions sous forme religieuse. C'est d'elle que les agents soviétiques veulent s'emparer (...) Ce sont eux qui conduisent aujourd'hui en Syrie le mouvement contre les propriétaires ruraux, menant le Gouvernement de Damas au projet de distribution des terres. Ce sont encore eux qui ont soutenu l'élection du chef communiste Bekdache - qui tout récemment était en clandestinité au service du Kominform – et l'ont porté au Parlement. Ce sont enfin eux qui, dans une société primitive comme celle de Jordanie, provoquent des aspirations qui ont produit une représentation communiste au Parlement.*³⁴

Le trait commun à dégager de ces jugements diplomatiques reste familier, un demi-siècle après. L'avis sur l'islam réside dans sa dimension fonctionnelle: que peut Lisbonne d'attendre à lui ? Il aura donc une charge positive ou négative suivant ses effets: bon quand il sert à détourner les nouveaux états du tiers-mondisme³⁵, mauvais quand il se dirige

³³ AHD-MNE, PAA, M.8, Processo 950, 43, ano de 1956

³⁴ AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Ankara, 22/11/1954

³⁵ Comme le montre bien la description de «la bonne» rencontre entre Nasser et Gulam Mohamed, premier ministre du Pakistan: «à la Mecque», qui «même par son signifié religieux, convenait merveilleusement aux objectifs désirés.» AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal em Karachi, 12/8/1954.

envers l'Occident³⁶ ou qu'il affaiblit ses alliés, même arabes.³⁷ En pleine vague du panarabisme, la diplomatie portugaise irait jusqu'à faire la réhabilitation de l'islam «pure» des arabes (pas de celui des turcs, politique), source de sa faiblesse d'antan.³⁸

En 1954, il n'en faudrait pas beaucoup pour que le ton général des rapports sur le Caire changeant. Le virage de Nasser, Bandung et la crise du Suez feraient revenir les premiers cauchemars anticoloniaux de Lisbonne au premier plan. L'analyse instrumentale de l'Islam poursuivrait son chemin dans l'Afrique portugaise, de la Guinée au Mozambique.

36 Un grand sac les contient tous dans ce télégramme: "Attentat contre le Président du Conseil égyptien pendant sa visite officielle à Alexandrie(...) représentant action combinée communistes (et) "Frères Musulmans" (et) indiens (et) éléments anciens partis politiques.. associés contre aucune possibilité stabilisation politique et soutien Occident".. AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal, 28/10/1954

37 "L'Ambassade des E.U.A. a une particulière considération le Président de la République, mais commence à comprendre que l'esprit islamique, sans fondement national, seulement avec un sens de solidarité religieuse et tribale, est politiquement plutôt destructeur que constructeur et on peut considérer les États arabes comme des simples réalisations géographiques, stratégiques et économiques instrumentales pour la défense du Proche Orient.." AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 5/3/1954. 4

38 "Dans le monde arabe, le Khalifat a toujours eu plus d'importance que le Sultanat; en Turquie, la dimension politique a toujours prévalu sur la religieuse; dans le monde musulman "pur", arabe, ... la politique est au service du religieux. Ce qui a fait la grandeur ottomane et a permis aux Turcs la création d'un grand empire dans lequel d'Egypte, la Syrie, l'Irak et la Jordanie n'étaient que des simples provinces et ce qui permet à la Turquie moderne d'être devenu un État, c'est justement ce qui la sépare du monde arabe...". AHD-MNE, A. 1. M. 477, Legação de Portugal no Cairo, 19/11/1954